

Vu le décret du 21 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1991;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 22 février 1989 fixant les attributions des membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 22 février 1989 portant délégation des compétences de décision aux membres de l'Exécutif flamand, modifié par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 3 mai 1989;

Vu le décret du 22 janvier 1991 concernant la « Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek », VITO;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 26 février 1991;

Vu l'accord du Ministre communautaire des Finances et du Budget, donné le 5 mars 1991;

Sur la proposition du Ministre communautaire des Finances et du Budget et de Ministre communautaire de l'Economie, des Classes moyennes et de l'Energie,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année 1991, une subvention de 360 millions de francs est octroyée au CRN ou à son successeur, VITO, en vue de couvrir les frais réellement consentis pour les programmes relevant de la compétence régionale.

Cette subvention est liquidée comme suit :

1^o une première tranche de 180 millions de francs est accordée au CRN à titre de subventions provisoires de fonctionnement des trois premiers mois de 1991;

2^o les tranches suivantes de 60 millions de francs des subventions provisoires de fonctionnement sont accordées au CRN ou au VITO à la fin de chaque mois, et pour la première fois le 30 avril 1991.

Art. 2. Ces subventions sont imputées aux allocations de base 41.02.87 de la section 67 sous le titre « Rénovation industrielle » du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1991.

Art. 3. Sans préjudice des compétences de l'Inspection des Finances et de la Cour des Comptes, l'Administration de l'Economie et de l'Emploi est chargée du contrôle de l'affectation de ces subventions.

Art. 4. Le Ministre communautaire de l'Economie, des Classes moyennes et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Au plus tard trois mois après le transfert du personnel, des biens et des obligations à la Région flamande, conformément à l'arrêté royal à prendre à cet effet, le CRN établira un relevé des recettes et des dépenses pour l'année 1991 consentis pour le compte de la Communauté flamande et il transférera immédiatement le solde en caisse éventuel à la VITO.

Bruxelles, le 6 mars 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Economie, des Classes moyennes et de l'Energie,
N. DE BATSELIER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1251

21 FEVRIER 1991. — Décret portant approbation de l'accord de coopération relatif au fonds budgétaire interdépartemental de la promotion de l'emploi conclu à Bruxelles le 7 janvier 1991 entre l'Exécutif régional wallon, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Exécutif de la Communauté française (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'Accord de coopération relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi conclu à Bruxelles le 7 janvier 1991 entre l'Exécutif régional wallon, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Exécutif de la Communauté française, conformément à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1990 de réformes institutionnelles, est approuvé.

Art. 2. L'Exécutif dépose annuellement, avant le 15 octobre, un rapport relatif à l'application de l'Accord de coopération.

Ce rapport est soumis au Conseil régional wallon.

(1) Session 1990-1991 :

Documents du Conseil, 225 (1990-1991), Nos 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 7 février 1991.

Discussion - Vote.

Art. 3. Le présent décret produit ses effets le 1er juillet 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Nanur, le 21 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la
Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Equipement pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

—
**Accord de coopération relatif au fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi, conclu à
Bruxelles le 7 janvier 1991 entre l'Exécutif régional wallon, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et
l'Exécutif de la Communauté française**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1, IX, et l'article 92bis, § 1;

Vu l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, notamment l'article 5bis, inséré dans l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 par le décret du 5 juillet 1990;

Considérant que les parties signataires ont convenu de la nécessité de fixer un nombre maximum d'emplois à occuper dans le cadre du fonds;

Considérant que les parties signataires ont fixé une clé de répartition du financement entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et s'engagent à faire correspondre la répartition du nombre d'emplois entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en proportion de cette clé de répartition; qu'il convient, à cette fin, que des rapports chiffrés annuels soient transmis aux autres signataires de l'accord par la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

L'Exécutif régional wallon, représenté par Monsieur Edgard Hismans, Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, représenté par Monsieur Charles Picqué, Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

L'Exécutif de la Communauté française, représenté par Monsieur Valmy Féaux, Ministre-Président,

Ont convenu ce qui suit:

Article 1er. Le régime instauré pour le fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi par l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand est prolongé, en ce qui concerne la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, jusqu'au 30 juin 1993.

Art. 2. Le nombre total des emplois visés par le présent accord est fixé de commun accord entre, d'une part, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, la Communauté française.

Art. 3. L'intervention financière annuelle, relative aux emplois situés en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale et financés par le fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le cadre d'une convention conclue avec la Communauté française, est répartie selon la clé suivante:

1° 75 % du coût total de l'intervention sont à charge de la Région wallonne, avec un maximum absolu de 472,5 millions de francs par an;

2° 25 % du coût total de l'intervention sont à charge de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. Les parties signataires s'engagent à faire correspondre progressivement la répartition des emplois concernés entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en proportion de la clé de répartition prévue à l'article 3 du présent accord.

Afin d'évaluer la réalisation de cet objectif, des rapports complets concernant la répartition des emplois entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale sont transmis à celles-ci par la Communauté française au plus tard le 30 juin 1991, le 30 juin 1992 et le 28 février 1993.

Art. 5. Le présent accord produit ses effets, à l'égard des parties, à la date à laquelle le décret portant son approbation en ce qui concerne la Région wallonne et l'ordonnance portant son approbation en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale produiront respectivement leurs effets.

Le présent accord cesse ses effets le 30 juin 1993.

Bruxelles, le 7 janvier 1991.

Pour l'Exécutif régional wallon,

Le Ministre de l'Emploi,
chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,
E. HISMANS

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,
Ch. PICQUÉ

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
V. FÉAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1251

21. FEBRUAR 1991 — Dekret zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens über den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes, geschlossen zu Brüssel am 7. Januar 1991 zwischen der Wallonischen Regionalexekutive, der Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

Artikel 1. Das Zusammenarbeitsabkommen über den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes, das am 7. Januar 1991 zu Brüssel zwischen der Wallonischen Regionalexekutive, der Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft gemäß Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1990 zur Reform der Institutionen geschlossen wurde, wird genehmigt.

Art. 2. Die Exekutive legt jedes Jahr vor dem 15. Oktober einen Bericht über die Anwendung des Zusammenarbeitsabkommens vor.
Dieser Bericht wird dem Wallonischen Regionalrat unterbreitet.

(1) Sitzungsperiode 1990 - 1991:
Ratsdokumente 225 (1990-1991) Nrn. 1 bis 3
Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 7. Februar 1991
Diskussion - Abstimmung

Art. 3. Vorliegendes Dekret wird mit 1. Juli 1990 wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 21. Februar 1991

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den
Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung,
beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

**Zusammenarbeitsabkommen über den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes,
geschlossen zu Brüssel am 7. Januar 1991 zwischen der Wallonischen Regionalexekutive, der Exekutive der
Region Brüssel-Hauptstadt und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6 § 1 IX und des Artikels 92bis § 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Ausarbeitung eines Programms für die Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor, insbesondere des Artikels 5bis, eingefügt in den Königlichen Erlaß Nr. 25 vom 24. März 1982 durch das Dekret vom 5. Juli 1990;

In der Erwägung, daß die Unterzeichner sich darüber einig geworden sind, daß eine Höchstzahl für die im Rahmen des Fonds zu besetzenden Stellen bestimmt werden muß;

In der Erwägung, daß die Unterzeichner einen Schlüssel für die Verteilung der Finanzierung unter die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt festgelegt haben und sich verpflichten, die Anzahl Stellen entsprechend diesem Verteilerschlüssel unter die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt zu verteilen; daß die Französische Gemeinschaft zu diesem Zweck den anderen Unterzeichnern einen zahlenmäßigen Jahresbericht übermitteln sollte;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Haben die Wallonische Regionalexekutive, vertreten durch Herrn Edgard Hismans, Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

die Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch Herrn Charles Picqué, Minister-Vorsitzender, beauftragt mit der Raumordnung, den Lokalen Behörden und der Beschäftigung,

die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch Herrn Valmy Féaux, Minister-Vorsitzender,

folgendes vereinbart:

Artikel 1. Die Regelung, die für den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes durch den Königlichen Erlaß Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Ausarbeitung eines Programms für die Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor eingeführt worden ist, wird in bezug auf die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt bis zum 30. Juni 1993 verlängert.

Art. 2. Die Gesamtzahl der durch vorliegendes Abkommen betroffenen Stellen wird im gegenseitigen Einvernehmen zwischen einerseits der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt und andererseits der Französischen Gemeinschaft festgelegt.

Art. 3. Die jährliche finanzielle Beteiligung in bezug auf die Stellen, die in der Wallonischen Region und in der Region Brüssel-Hauptstadt gelegen sind und im Rahmen einer mit der Französischen Gemeinschaft getroffenen Vereinbarung durch den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes finanziert werden, wird nach folgendem Schlüssel verteilt :

1. 75% der Gesamtkosten der Beteiligung gehen zu Lasten der Wallonischen Region bei einem absoluten Höchstbetrag von 472,5 Millionen Franken pro Jahr;
2. 25% der Gesamtkosten der Beteiligung gehen zu Lasten der Region Brüssel-Hauptstadt.

Art. 4. Die Unterzeichner verpflichten sich, die betreffenden Stellen stufenweise nach dem in Artikel 3 vorliegenden Abkommens vorgesehenen Verteilerschlüssel unter die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt zu verteilen.

Damit beurteilt werden kann, inwiefern dieses Ziel erreicht worden ist, übermittelt die Französische Gemeinschaft der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt spätestens für den 30. Juni 1991, den 30. Juni 1992 und den 28. Februar 1993 vollständige Berichte über die Verteilung der Stellen unter diese beiden Regionen.

Art. 5. Vorliegendes Abkommen wird, was die Parteien betrifft, mit dem Tag wirksam, an dem für die Wallonische Region das Dekret zu seiner Genehmigung und für die Region Brüssel-Hauptstadt die Verordnung zu seiner Genehmigung jeweils wirksam werden.

Vorliegendes Abkommen tritt am 30. Juni 1993 außer Kraft.

Brüssel, den 7. Januar 1991.

Für die Wallonische Regionalexecutive :

Der Minister der Beschäftigung,
beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen,

E. HISMANS

Der Minister-Vorsitzende der Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt,
beauftragt mit der Raumordnung, den Lokalen Behörden und der Beschäftigung,

Ch. PICQUE

Der Minister-Vorsitzende der Exekutive der Französischen Gemeinschaft

V. FEAUX

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N. 91 — 1251

21 FEBRUARI 1991. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende het interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid, gesloten te Brussel op 7 januari 1991 tussen de Waalse Gewestexecutieve, de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord betreffende het interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid gesloten te Brussel op 7 januari 1991 tussen de Waalse Gewestexecutieve, de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve, overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Voor 15 oktober, brengt de Executieve een jaarlijks verslag uit over de toepassing van het samenwerkingsakkoord.

Dit verslag wordt aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

(1) Zitting 1990-1991 :
Stukken van de Raad, 225 (1990-1991), Nrs. 1 tot 3
Volledig verslag, openbare zitting van 7 februari 1991
Bespreking-Stemming

Art. 3. Onderhavig decreet heeft uitwerking op 1 juli 1990.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen op 21 februari 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken en Uitrusting,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

Samenwerkingsakkoord betreffende het interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid, gesloten te Brussel op 7 januari 1991 tussen de Waalse Gewestexecutieve, de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, §1, IX, en artikel 92bis, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 5bis dat bij het decreet van 5 juli 1990 in het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 gevoegd werd;

Overwegend dat de ondertekenaars overeengekomen zijn dat het noodzakelijk is het maximum aantal te bekleden betrekkingen in de personeelsformatie van het fonds vast te stellen;

Overwegend dat de ondertekenaars een verdeelsleutel van de financiering bepaald hebben voor het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat zij zich ertoe verbinden de verdeling van het aantal betrekkingen tussen het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te doen overeenstemmen naar rato van deze verdeelsleutel; dat het geboden is, tot dat doel, dat de Franse Gemeenschap jaarlijkse ramingsverslagen overmaakt aan de andere ondertekenaars;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Zijn :

De Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door de heer Edgard Hismans, Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

De Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter, belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

De Franse Gemeenschapsexecutieve, vertegenwoordigd door de heer Valmy Féaux, Minister-Voorzitter,

overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het stelsel, dat ingericht werd voor het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid door het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, wordt, wat het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, verlengd tot 30 juni 1993.

Art. 2. Het in onderhavig akkoord bedoeld totaal aantal betrekkingen wordt eerstemmig vastgesteld enerzijds, door het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en anderzijds, door de Franse Gemeenschap.

Art. 3. De jaarlijkse financiële tussenkomst voor de betrekkingen in het Waalse Gewest en in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die gefinancierd worden door het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in het kader van een overeenkomst gesloten met de Franse Gemeenschap, wordt volgens de volgende sleutel verdeeld :

1° 75 % van de totale kosten van de tussenkomst zijn ten laste van het Waalse Gewest, met een totaal maximum van 472, 5 miljoen frank per jaar;

2° 25 % van de totale kosten van de tussenkomst zijn ten laste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. De ondertekenaars verbinden zich ertoe de verdeling van de betrokkene betrekkingen tussen het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geleidelijk te doen overeenstemmen naar rato van de in artikel 3 van onderhavig akkoord voorziene verdeelsleutel.

Ten einde de verwezenlijking van dit doel te ramen, worden volledige verslagen betreffende de verdeling van de betrekkingen tussen het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan dezan overgemaakt door de Franse Gemeenschap ten laatste op 30 juni 1991, 30 juni 1992 en 28 februari 1993.

Art. 5. Onderhavig akkoord heeft uitwerking, ten aanzien van de partijen, op de datum waarop het decreet houdende goedkeuring ervan, wat betreft het Waalse Gewest, en de verordening houdende goedkeuring ervan, wat betreft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hun respectievelijke uitwerking zullen hebben.

Onderhavig akkoord houdt op te gelden op 30 juni 1993.

Brussel op 7 januari 1991.

Voor de Waalse Gewestexecutieve,

De Minister voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestexecutieve,
belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

V. FEAUX

F. 91 — 1252

**15 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant création d'un Conseil de la Politique scientifique en Région wallonne**

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6 bis, § 1er;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 avril 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat en date du 26 octobre 1990;

Considérant d'une part, qu'il est indispensable d'assurer à la Région wallonne la cohérence et la coordination des actions de recherche scientifique;

Considérant d'autre part la nécessité d'enrichir la réflexion de l'Exécutif dans cette matière par l'instauration d'un lieu de dialogue permanent entre l'Exécutif et l'ensemble du potentiel scientifique et technique de la Région;

Sur la proposition de son Ministre de la Recherche et des Technologies,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Le Conseil de la Politique scientifique

Article 1^{er}. Il est institué un « Conseil de la Politique scientifique », en abrégé C.P.S.

Article 2. Le CPS conseille l'Exécutif dans la préparation de la politique scientifique régionale. Il formule des avis et recommandations sur toute question relative à cette matière.

Le CPS a notamment pour missions :

1° de proposer les moyens à mettre en oeuvre en vue de favoriser le développement et la coordination efficace des activités de recherche scientifique et technologique, tant dans le secteur économique que dans le secteur académique, et ce en rapport avec les besoins économiques, sociaux et environnementalistes de la Région;